

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Etienne Lacroix tous artifices

Route de Gaudiès
09270 Mazères

Références : 2025/ 198
Code AIOT : 0006802183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans l'action nationale volet « prélèvements environnementaux » ayant pour objectif de vérifier que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répondent bien aux exigences réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères

- Code AIOT : 0006802183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en œuvre des compositions pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Explosifs
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est largement sensibilisé et a transmis le POI intégrant les nouvelles dispositions répondant ainsi aux exigences réglementaires, notamment relatives aux prélèvements environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2024, l'exploitant a signalé mettre à jour son POI selon 2 phases. Une première mise à jour implémentera la fiche de sûreté et l'ajustement de certains paramètres, et ce, pour un POI plus opérationnel. Une deuxième mise à jour sera envoyée pour intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. La version du POI datée de juillet 2024 a été remplacée par la version de mars 2025. Cette mise à jour a été reçue par courriel le 01 Avril 2025, la liste des produits de décomposition issus des fumées d'incendie y est insérée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant nous informe qu'il n'a aucune nouvelle de la préfecture concernant la programmation d'un exercice PPI en 2025. Le dernier exercice PPI datant de 2021, l'exploitant souhaite coupler les 2 exercices (POI et PPI), et ce, afin d'éviter de démultiplier les arrêts d'activités. L'inspection s'est rapprochée, le jour de l'inspection, de la préfecture qui a confirmé n'avoir pas programmé d'exercice PPI du site pour 2025. De ce fait, l'exploitant est tenu de réaliser un exercice POI conformément à l'article R.515-100 étant donné que l'exercice POI inopiné, au titre de l'action régionale 2024, a été réalisé le 15 mai 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser dans les plus brefs délais, un exercice POI. L'inspection des installations classées et le SDIS pourraient utilement être associés à l'organisation et à la réalisation de cet exercice.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une liste répertoriant les produits de décomposition des fumées a été retenue et transcrite dans le POI (Voir partie confidentielle).</p> <p>A la demande de l'exploitant, une réunion avec la coordinatrice Post Rouen et l'inspecteur de l'environnement s'est tenue le 31 octobre 2024 où il a été présenté la méthodologie d'identification des produits de décomposition et la modélisation selon les scénarios identifiés. Une approche identifiant les produits par (1) l'infrastructure, (2) les process (machines, câbles, piles...etc.), (3) les produits chimiques et gaz et (4) les produits pyrotechniques a été appliquée.</p> <p>Cette liste a été élaborée en se basant sur des données INERIS et notamment en référence au guide Oméga 16, sur un retour d'expériences dans le domaine pyrotechnique et sur une modélisation interne. Cette modélisation dite CAPES (Capacité d'Analyse et de Prévention des Événements Sécuritaires) s'est appuyée sur 4 scénarios décrits dans la partie confidentielle. Les substances à rechercher sont identifiées par milieu selon les scénarios retenus : air, eaux de surface, eaux souterraines, faunes/élevage, flores/culture et sols.</p> <p>Dans le POI, il est tenu compte, selon les vents dominants et en situation météorologique de vents non établis, des lieux de prélèvements à l'extérieur du site.</p> <p>L'inspection demande pourquoi certains produits, identifiés par la recherche bibliographique et le retour d'expérience, ne figuraient pas parmi ceux retenus. L'exploitant précise avoir conservé uniquement les produits émis dans le cadre de phénomènes majorants, dont les zones d'effets dépassaient la limite du site. Les justifications associées seront présentées en juin 2025 par l'exploitant (cf constat n°6).</p> <p>Les éléments justificatifs transmis pourront faire l'objet d'échanges entre l'inspection et l'exploitant, en dehors du cadre de la visite objet du présent rapport.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Justifier du choix qui a prévalu dans l'exclusion de certains produits de la liste des produits de décomposition retenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un projet de contrat, en cours de validation, entre la Société Lacroix et un organisme habilité qui porterait sur une période de 3 ans. L'équipe d'astreinte de cet organisme est composée d'un cadre assurant la coordination et de 2 techniciens pour les prélèvements et mesures sur site.</p> <p>Dans le projet de contrat, il est décrit la stratégie des 1^{ers} prélèvements et définit un délai de 4 heures pour effectuer ces prélèvements au vu de l'éloignement du site. Une équipe d'accueil sera en capacité de sécuriser les lieux avant l'arrivée du personnel de cet organisme.</p> <p>Des équipements appropriés aux divers milieux sont répertoriés dans le projet de contrat. Un</p>

numéro d'astreinte est d'ores et déjà fonctionnel puisqu'il a été demandé à l'exploitant d'appeler, lors de cette visite d'inspection, cette astreinte. La procédure était fluide et la réponse du laboratoire a été instantanée. L'interlocuteur a été, par la suite, informé qu'il s'agissait d'un contrôle de l'inspection de l'environnement (DREAL).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de définir dans le projet de contrat, un protocole de prélèvement pour chacun des composants retenus. Le contrat signé devra être intégré au POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : Le projet de contrat cité dans le constat N° 4 avec l'organisme habilité, identifie le personnel mis à disposition. Bien que cet organisme soit certifiée COFRAC, il a été suggéré à l'exploitant de faire

<p>figurer dans le contrat, l'habilitation du personnel affecté.</p> <p>De même que pour le personnel dédié, interne à la société Lacroix, étant lui-même sur site avant l'arrivée du prestataire externe, il a été suggéré d'adapter leurs formations sur la fonction d'accueil.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> <p>- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.</p> <p>En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réexamen de l'étude de danger est prévue en janvier 2026. L'exploitant a signalé que l'envoi de la liste des produits de décomposition se fera en juin 2025.</p> <p>A la question de savoir pourquoi les produits identifiés dans l'étude bibliographique (INERIS) et du retour d'expérience de la filière pyrotechnique, n'apparaissent pas dans les produits retenus par modélisation, l'exploitant nous informe que ces derniers, lorsqu'ils étaient présents, ne présentent pas de zones d'effets sortant du site (Cf constat N° 3).</p> <p>Les éléments de réponses seront détaillés dans la liste à intégrer à l'étude de danger qui doit être adressée à l'inspection de l'environnement en juin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>